

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

## Ordre judiciaire

Publication d'une place vacante :

— vice-président au tribunal du travail de Bruges : 1 (à partir du 7 mars 1994).

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste au Ministre de la Justice dans un délai de deux mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Pour la vacance ci-dessus, les candidats devront remplir les conditions de nomination qui seront en vigueur au moment de la publication de la nomination au *Moniteur belge*.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

## Rechterlijke Orde

Bekendmaking van een openstaande plaats :

— ondervoorzitter in de arbeidsrechtbank te Brugge : 1 (vanaf 7 maart 1994).

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de Minister van Justitie worden gericht binnen een termijn van twee maanden na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het *Gerechtelijk Wetboek*).

Voor hoger genoemde vacature zullen de kandidaten de benoemingsvoorwaarden dienen te vervullen zoals zij van kracht zullen zijn op het ogenblik van de bekendmaking van de benoeming in het *Belgisch Staatsblad*.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Approbation d'un type d'appareils à usage médical de radiations ionisantes, en application de l'article 51.1. de l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes

L'appareil de radiologie avec amplificateur de luminance, utilisé en chirurgie, SIEMENS SIREMOBIL 3/3E, constitué de :

— un générateur haute tension Sirephos pour une tension maximale de 106 kV et un courant maximal de 60 mA;

— un des tubes radiogènes suivants avec anode fixe et double foyer :

SR 90/10/35;

SRL 90/10/30,

fabriqué par la firme Siemens AG, Erlangen, Allemagne, a été approuvé le 28 juin 1993 (n° RIS/17.2.45(B).93; remplace n° RIS/17.2.45.83, délivré le 10 octobre 1983).

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID  
EN LEEFMILIEU

Goedkeuring van een type van toestellen voor medisch gebruik van ioniserende stralingen, in toepassing van artikel 51.1. van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen

Het toestel voor radiologie met luminantieversterker, gebruikt in de chirurgie, SIEMENS SIREMOBIL 3/3E, samengesteld uit :

— een hoogspanningsgenerator Sirephos voor een maximum spanning van 106 kV en een maximum stroomsterkte van 60 mA;

— één van de volgende röntgenbuizen met vaste anode en dubbele focus :

SR 90/10/35;

SRL 90/10/30,

gefabriceerd door de firma Siemens AG, Erlangen, Duitsland, werd goedgekeurd op 28 juni 1993 (nr. RIS/17.2.45(B).93; vervangt nr. RIS/17.2.45.83, afgeleverd op 10 oktober 1983).

## EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

[C — 27356]

17 MAI 1993. — Circulaire en vue de favoriser l'information sur les intercommunales

A Mmes et MM. les Présidents des Intercommunales,

A Mmes et MM. les Bourgmestres et Echevins,

A Mme et MM. les Présidents et Membres des Députations permanentes,

A MM. les Présidents des Conseils provinciaux,  
Mesdames et Messieurs,

Les intercommunales constituent un secteur dont chacun s'accorde à souligner la fonction socio-économique et le caractère d'intérêt général.

L'intercommunale trouve son origine dans la commune puisqu'elle en est l'émanation; la commune doit donc rester le lien privilégié entre l'intercommunale et le citoyen.

L'intercommunale n'est toutefois pas toujours clairement perçue par le citoyen; celui-ci méconnaît souvent les services rendus par elle à la collectivité. Certaines critiques sont relayées par divers milieux et d'aucuns les amplifient avec peut-être la perspective de remettre en cause le statut même des intercommunales.

Au moment où sont discutées des réformes institutionnelles importantes, il ne paraît pas opportun de redéfinir la structure et les modes d'organisation actuels des intercommunales d'autant qu'il s'imposerait, avant tout projet de réforme, d'entamer une réflexion approfondie sur le rôle et les missions de l'intercommunale.

De surcroît, il ne me paraît pas nécessaire de formaliser par une norme contraignante des mesures qui peuvent être prises par une circulaire, laquelle permettra à chaque intervenant d'avoir une démarche qui tient compte de ses spécificités et qui, sur base des résultats obtenus, pourra engendrer une réflexion sur la manière la plus adéquate d'atteindre les objectifs.

Il est cependant de mon devoir de répondre à l'attente de ceux qui souhaitent disposer des moyens de mieux comprendre les mécanismes de fonctionnement et de décision d'une institution qui est, il faut le rappeler, à leur service. Or, force est de constater que les éléments d'appréciation à leur disposition, sont parfois difficilement compréhensibles pour le profane. La lecture d'un rapport annuel ou d'autres documents sociaux en est un exemple (le bilan ou le compte de résultat ne sont pas particulièrement accessibles et requièrent, pour leur compréhension, sinon leur interprétation, une maîtrise des règles comptables et financières). De plus, la plupart de ces documents sociaux n'ont pas, comme fin essentielle, une information sur les choix stratégiques futurs de l'intercommunale.

La « transparence » que beaucoup réclament ne doit pas être le report du débat politique au sein de l'intercommunale. Celle-ci est un service, une entreprise, une société avec des contraintes économiques.

Tenant compte de ce qui précède, je propose de renforcer le dialogue entre les conseillers communaux et/ou provinciaux d'une part et l'intercommunale d'autre part.

Je rappelle d'emblée l'obligation stipulée par la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales d'adresser chaque année, à tous les membres des conseils communaux associés, les comptes annuels, le rapport du collège des commissaires et celui du commissaire-réviseur ainsi qu'un rapport détaillé sur les activités de l'intercommunale.

Il est à cet égard aussi de mon devoir de solliciter les autorités communales et provinciales afin qu'elles veillent à la bonne organisation de la discussion au sein de leurs instances.

Pour sa part, l'intercommunale doit veiller à une information complète et éclairée des conseillers communaux et provinciaux. Après quoi, un débat objectif et constructif pourra s'instaurer au sein des assemblées locales sur la gestion des affaires gérées en intercommunale.

Afin de répondre à cet objectif prioritaire d'information, j'invite en conséquence chaque président d'intercommunale à organiser l'information à destination de tous les membres des conseils des communes et provinces associées. A mon sens, cette information, qui peut être réalisée par une ou plusieurs séances, doit se tenir à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire, au moment le plus adéquat.

Je précise en outre que la présente recommandation n'est pas limitative; en effet, d'autres initiatives peuvent être prises pour répondre à l'objectif poursuivi; je souhaiterais être informé et recevoir un rapport complet sur les expériences nouvelles, permettant ainsi d'enrichir la réflexion globale à mener sur le fonctionnement des intercommunales.

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,  
de l'Administration et des Travaux subsidiés,

G. Mathot.

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

17. MAI 1993. — Rundschreiben zwecks der Förderung der Information über die Interkommunalen [C — 27356]

An die Damen und Herren Vorsitzenden der Interkommunalen,  
An die Damen und Herren Bürgermeister und Schöffen,  
An die Damen und Herren Vorsitzenden und Mitglieder der Ständigen Ausschüsse,  
An die Herren Vorsitzenden der Provinzrate,  
Sehr geehrte Damen und Herren,

Die Interkommunalen bilden einen Sektor, dessen sozial-wirtschaftliche Funktion und allgemeines Interesse von jedem betont wird.

Die Interkommunale hat seine Ursache in der Gemeinde, da sie deren Bekundung ist; die Gemeinde soll also das bevorzugte Bindeglied zwischen der Interkommunale und dem Bürger bleiben.

Die Interkommunale wird jedoch vom Bürger nicht immer deutlich wahrgenommen; oft verkennt dieser die Dienste, die sie der Gemeinschaft leistet. Manche Kritiken werden von verschiedenen Kreisen verbreitet und gewisse Leute bauschen sie auf mit der Ansicht vielleicht, das Statut selbst der Interkommunalen in Frage zu stellen.

Jetzt, wo wichtige institutionelle Reformen besprochen werden, scheint es nicht angebracht zu sein, die heutige Struktur und die aktuellen Organisationsformen der Interkommunalen neu zu bestimmen, zumal es vor jedem Reformprojekt über die Rolle und die Aufgaben der Interkommunalen gründlich nachgedacht werden sollte.

Außerdem halte ich es nicht für nötig, durch eine beengende Norm die Maßnahmen, die durch ein Rundschreiben getroffen werden können, zu formalisieren. Dieses Rundschreiben wird jedem Betroffenen die Möglichkeit geben, so zu handeln, daß Rücksicht auf seine Spezifitäten genommen wird und auf der Basis der erzielten Ergebnisse über die bestgeeignete Art, die Ziele zu erreichen, nachgedacht wird.

Jedoch ist es mein Pflicht, den Erwartungen derjenigen, die über Mittel verfügen möchten, um die Arbeitsweise- und Beschlußmechanismen dieser Einrichtung besser zu verstehen, entgegenzukommen, da diese Einrichtung doch zu ihren Diensten steht. Nun aber ist leider festzustellen, daß die zu ihrer Verfügung stehenden Schätzungsmittel für die Außenstehenden manchmal schwer zu verstehen sind. Das Lesen eines Jahresberichtes oder anderer sozialer Dokumente ist ein Beispiel dafür (die Schlußabrechnung oder die Leistungsbilanz sind nicht besonders zugänglich und, um sie zu verstehen oder auszulegen, soll man die Buchhaltungs- und Finanzregeln gut beherrschen). Darüberhinaus besteht die Hauptaufgabe der meisten dieser sozialen Dokumente nicht darin, über die zukünftigen strategischen Wahlen der Interkommunale zu informieren.

Die von vielen verlangte « Transparenz » soll keine Übertragung der politischen Debatte innerhalb der Interkommunale sein. Diese Einrichtung ist ein Dienst, ein Betrieb, eine Gesellschaft mit wirtschaftlichem Zwang.

Unter Berücksichtigung dessen, schlage ich vor, den Dialog zwischen den Gemeinde- und/oder Provinzialberatern einerseits und der Interkommunale andererseits zu verstärken.

Ich möchte Sie gleich an die durch das Gesetz vom 22. Dezember 1986 über die Interkommunalen vorgeschriebene Verpflichtung erinnern, jedes Jahr an alle Mitglieder der betroffenen Gemeinderäte die Jahresrechnungen, den Bericht des Kommissarkollegiums und des Kommissar-revisors sowie einen ausführlichen Bericht über die Tätigkeiten der Interkommunale zu richten.

In dieser Hinsicht ist es auch mein Pflicht, die gemeindlichen und provinziellen Behörden zu ersuchen, für die gute Organisation der Diskussion innerhalb ihrer Instanzen zu sorgen.

Was die Interkommunale anbelangt, so muß sie für eine ausführliche und aufgeklärte Information der Gemeinderäte sorgen. Dann wird innerhalb der Versammlungen eine objektive und konstruktive Debatte über die Verwaltung der in der Interkommunale behandelten Angelegenheiten stattfinden können. Um diesem vorrangigen Bedarf an Information nachzukommen, ersuche ich jeden Vorsitzenden einer Interkommunale, die für alle Mitglieder der betroffenen Gemeinde- und Provinzialräte bestimmte Information zu organisieren. Meiner Ansicht nach muß diese Information, die in einer oder mehreren Sitzungen ausgegeben werden kann, bei der gewöhnlichen Generalversammlung am bestgeeigneten Augenblick stattfinden.

Außerdem mache ich Sie darauf aufmerksam, daß die vorliegende Empfehlung nicht einschränkend ist; tatsächlich dürfen andere Initiativen ergriffen werden, um das verfolgte Ziel zu erreichen; ich möchte informiert werden und einen ausführlichen Bericht über die neuen Erfahrungen erhalten, so daß die globale Überlegung, die über die Arbeitsweise der Interkommunales stattfinden soll, bereichert wird.

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,  
der Verwaltung und den Bezugschäfteten Arbeiten,

G. Mathot.

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[S-C -- 27356]

17 MEI 1993. — Omzendbrief omtrent de bevordering van de inlichtingen over de intercommunales

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Intercommunales,  
Aan de Dames en Heren Burgemeesters en Schepenen,  
Aan Mevr. en de Heren Voorzitters en Leden van de Bestendige Deputaties,  
Aan de Heren Voorzitters van de Provincieraaden,  
Dames en Heren,

De intercommunales zijn een sector waarvan iedereen het eens is om zijn socio-economische functie en zijn algemeen nut te benadrukken.

De intercommunale vindt haar oorsprong in de gemeente want zij is er uit ontstaan; de gemeente moet dus het bevoorrecht verband blijven tussen de intercommunale en de burger.

De intercommunale wordt niet altijd duidelijk door de burger waargenomen; vaak kent hij de diensten niet, die zij aan de gemeenschap verleent. Sommige ongelijke beoordelingen worden overgenomen door verschillende milieus en sommigen blazen ze op met het oog op een herziening van het statuut zelf van de intercommunales.

Wanneer er belangrijke institutionele hervormingen besproken worden, lijkt het me niet geschikt de huidige structuur en organisaties van de intercommunales opnieuw te definiëren want, vooraleer een hervorming te ontwerpen, zou een diepgaande bespreking van de taak en de opdrachten van de intercommunale nodig zijn.

Bovendien lijkt het me niet nodig maatregelen te formaliseren door een dwingende norm, die door een omzendbrief kunnen genomen worden, de welke aan iedere partij de mogelijkheid zal geven een houding aan te nemen die rekening houdt met zijn eigenschappen en die, op basis van de behaalde resultaten, opmerkingen kan opwekken over de meest geschikte manier deze doeleindes te bereiken.

Het is echter mijn plicht een antwoord te geven op de vragen van diegenen die over middelen wensen te beschikken om de werkings- en beslissingsmiddelen van een instelling beter te begrijpen, die, men dient er aan te herinneren, tot hun dienst is. Maar er moet vastgesteld worden dat de beoordelingsmiddelen waarover zij beschikken soms moeilijk te begrijpen zijn voor de leek. Het lezen van een jaarverslag of van andere stukken van sociale aard zijn er een voorbeeld van (de balans of de resultatenrekening zijn niet bepaald toegankelijk en eisen een beheersing van de boekhoudings- en financiële regels voor hun begrip, al dan niet interpretatie). Bovendien bevatten de meeste van deze stukken van sociale aard, als hoofddoel, geen informatie over de toekomstige strategische keuzen van de intercommunale.

De « doorzichtigheid », die velen vragen, moet niet de verplaatsing zijn van het politiek debat naar de intercommunale. Deze laatste is een dienst, een bedrijf, een vennootschap met economische verplichtingen.

Rekeninghoudend met wat voorafgaat, stel ik voor de dialoog te versterken tussen enerzijds de gemeente- en/of provincieraadsleden en anderzijds de intercommunale.

Ik herinner meteen al aan de door de wet van 22 december 1982 betreffende de intercommunales voorgeschreven verplichting jaarlijks de jaarrekeningen, het verslag van de commissarissen en dat van de commissaris-revisor alsook een gedetailleerd verslag over de activiteiten van de intercommunale aan alle leden van de aangesloten gemeenteraden te richten.

Daarvoor is het ook mijn plicht de gemeente- en provincieoverheden te solliciteren zodat zij zorgen voor de goede organisatie van de besprekingen in hun instellingen.

Wat de intercommunale betreft, moet zij zorgen voor een volledige en duidelijke informatie aan de gemeente- en provincieraadsleden. Daarna zal een objectief en positief debat over de administratie van de door intercommunales beheerde aangelegenheden in de plaatselijke besturen kunnen ontstaan.

Om dit prioritair doel tot informatie te beantwoorden nodig ik dus iedere voorzitter van intercommunale uit de informatie bestemd voor alle raadsleden van de aangesloten gemeenten en provincies te organiseren. Mijns inziens moet deze informatie, die in één of twee vergaderingen kan plaatsvinden, gebeuren tijdens de gewone algemene vergadering, op het meest geschikte ogenblik.

Bovendien benadruk ik het feit dat deze aanbeveling niet beperkend is; andere initiatieven kunnen trouwens ondernomen worden om het nagestreefd doel te bereiken; ik wens ingelicht te worden en een volledig verslag te ontvangen over de nieuwe ervaringen om de te voeren algemene bespreking over de werking van de intercommunales aan te vullen.

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,  
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. Mathot.